

## DECISION DU PRESIDENT PRISE PAR DELEGATION DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES

## Le Président de la communauté de communes de Lacq-Orthez :

**Vu** la délibération du 22 mai 2014 reçue en Préfecture des Pyrénées-Atlantiques le 28 mai 2014 par laquelle le Conseil de la communauté de communes de Lacq-Orthez l'a chargé, par délégation et pour la durée de son mandat, de prendre les décisions prévues à l'article L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales, dans les limites des compétences de la communauté de communes,

**Vu** l'arrêté du Président en date du 24 avril 2014 portant délégation d'une partie de ses attributions,

**Considérant** la mise en concurrence organisée suivant avis de marché adressé le 2 novembre 2017 et publié au BOAMP et sur le profil acheteur <u>www.eadministration64.fr</u>, pour la procédure adaptée relative à la **Reconstruction du château de Mont suite à sinistre incendie.** 

**Considérant** les offres enregistrées et les critères de jugement des offres énoncés dans le règlement particulier de la consultation,

Considérant le rapport d'analyse des offres établi le 12 décembre 2017.

## DECIDE

Article 1 : Les marchés ordinaires à prix globaux et forfaitaires pour relatif à la Reconstruction du château de Mont suite à sinistre incendie sont attribués comme suit

- Lot n°1 : Démolitions, gros-œuvre, maçonnerie, béton armé, planchers bois, escaliers bois :
  - **Entreprise PEES** (64290 Gan) dont l'offre est économiquement la plus avantageuse pour un montant de **753 421.00 € HT** ;
- Lot n°2 : Charpente bois, couverture et zinguerie :
  - Entreprise PEES (64290 Gan) dont l'offre est économiquement la plus avantageuse pour un montant de 379 000.00 € HT ;
- Lot n°3: Paratonnerre:
  - SAS Laumaille (65420 Ibos) dont l'offre est économiquement la plus avantageuse pour un montant minimum de 5 171.62 € HT ;

Article 2 : Les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits inscrits au budget.

<u>Article 3</u>: Il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine séance du conseil communautaire.

Fait à Mourenx, le 15 janvier 2018





